HAL open science

Les élections locales du 30 mars 2014 en Turquie : un scrutin entre national et local

Elise Massicard

To cite this version:

Elise Massicard. Les élections locales du 30 mars 2014 en Turquie : un scrutin entre national et local. Pôle Sud - Revue de science politique de l'Europe méridionale, 2014, 2 (41), pp.195 - 202. 10.3917/psud.041.0195 . hal-03393319

HAL Id: hal-03393319

https://sciencespo.hal.science/hal-03393319

Submitted on 21 Oct 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les élections locales du 30 mars 2014 en Turquie : un scrutin entre national et local

Elise Massicard
CNRS, CERI-Sciences Po

Les élections locales du 30 mars 2014 ont été largement considérées comme un scrutin national. En effet, d'importants enjeux nationaux y ont été projetés à la fois par la majorité des observateurs et par de nombreux acteurs politiques : il s'agissait de la première consultation électorale depuis trois ans – ce qui constitue une longue période sans scrutin pour la temporalité politique turque. Surtout, il s'agissait de la première consultation électorale depuis deux épisodes politiques majeurs qui ont fortement ébranlé la popularité de l'AKP (Adalet ve Kalkinma Partisi, Parti de la Justice et du Développement) au pouvoir depuis 2002 : d'une part, la contestation de Gezi née au printemps 2013 ; d'autre part, les scandales de corruption rythmés par « fuites » régulières d'enregistrements sonores à partir de décembre 2013 sur les réseaux sociaux, compromettants pour le Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan et son entourage, les accusant de corruption, de marchés publics truqués, de pressions exercées sur la justice ou sur les médias. Ces « fuites » ont scellé la fin de l'alliance entre le parti au pouvoir et le mouvement néo-confrérique de Fethullah Gülen qui l'avait jusque-là appuyé et montrait une présence importante dans la justice, la police et l'enseignement. Ces deux épisodes ont défrayé la chronique et amplement influencé les lectures de la vie politique turque ; pour autant, leur impact en termes électoraux était très difficile à évaluer. Ainsi, de nombreux observateurs (médias, instituts de sondage) ont vu dans le scrutin avant tout un plébiscite sur la personne de Recep Tayyip Erdoğan, le Premier ministre, ainsi qu'une appréciation des rapports de force politiques supposés modifiés. Nombre d'observateurs anticipaient, avant le scrutin, une baisse de popularité de l'AKP, dont ils avaient toutefois du mal à mesurer l'ampleur, mais aussi les noms de ceux auxquels elle devait bénéficier.

Pour l'AKP, l'enjeu de ce scrutin était de montrer qu'il restait le parti majoritaire et qu'il conservait une légitimité politique indiscutable. En outre, se jouaient des équilibres de pouvoir au sein de l'AKP, et notamment la place d'Erdoğan en son sein. Si l'AKP atteignait un score honorable, Erdoğan était susceptible de maintenir sa mainmise sur le parti et probablement de conforter son ambition de se présenter aux présidentielles prévues à l'été 2014. En revanche, un score décevant ou la perte de l'une des villes phares (Istanbul ou Ankara en particulier) auraient encouragé les oppositions internes, et de possibles défections, voire même la création d'un parti concurrent.

Ainsi, de nombreux acteurs politiques, dans les stratégies électorales qu'ils ont mises en place, ont tenté de nationaliser le scrutin – à l'instar de l'AKP. Aussi, Erdoğan, pourtant Premier ministre en même temps que dirigeant du

parti au pouvoir, s'est-il rendu en tournée à travers le pays pour faire des discours fleuves lors des meetings électoraux. À côté de lui, les candidats locaux apparaissaient pratiquement dans des seconds rôles. De la même manière, le leader du principal parti d'opposition, le CHP (Cumhuriyet Halk Partisi, Parti Républicain du Peuple, kémaliste), Kemal Kılıçdaroğlu, relativement peu relayé par les médias dont la grande majorité soutient le gouvernement en place, a élargi durant la campagne le nombre de départements dans lesquels il s'est rendu, tenant finalement des meetings dans près de 50 préfectures (sur les 81 que compte le pays) en un mois.

Une autre dimension de la nationalisation de la campagne s'est exprimée au niveau de la désignation des candidats de l'AKP pour les postes de maires métropolitains. En effet, l'AKP a présenté de nombreux ministres, en particulier dans les métropoles stratégiques où AKP entendait peser de tout son poids - ce qui constituait une nouveauté dans un pays où personnel politique local et national étaient traditionnellement séparés[1]. Mais ce choix de « parachutage » répondait aussi à une raison conjoncturelle : une règle interne de l'AKP interdit de se présenter avec l'étiquette du parti à plus de trois élections législatives consécutives. Or, de nombreux députés présents depuis 2002 à l'Assemblée, y compris plusieurs ministres, anticipaient de ne pas pouvoir briguer de quatrième mandat parlementaire en 2015 ; ce qui pose un problème de gestion des carrières politiques, en particulier dans un parti souhaitant éviter les défections. Quoi qu'il en soit, dans la campagne, les candidats locaux faisaient pâle figure face à un Premier ministre omniprésent, mais aussi à des ministres.

Enfin, les thèmes et enjeux des campagnes ont été largement nationalisés. L'AKP a ainsi centré son discours sur la réfutation des soupçons de corruption consécutifs aux « fuites » orchestrées dans les médias depuis le 17 décembre 2013. Sa contre-offensive, et son principal discours de campagne, a consisté en la dénonciation d'un complot soi-disant ourdi par Fethullah Gülen et les États-Unis, prenant pour cible, à travers l'AKP, la prospérité et la stabilité de la Turquie. Le mot d'ordre général de cette campagne, « Daima millet, daima hizmet » (qu'on pourrait traduire très imparfaitement par « toujours la nation, toujours le service »), s'inscrivant dans la continuité du discours du parti centré sur les services rendus au pays, et sur le bilan chiffré, a largement été repris localement. L'AKP a également largement joué la continuité dans les candidats : les maires sortants ont été reconduits – tels ceux d'Istanbul et d'Ankara, mais aussi de Kayseri, de Konya, de Kırşehir, d'Amasya ou d'Afyonkarahisar –, malgré les critiques acerbes dont certains avaient fait l'objet. Même le maire de Fatih, arrondissement central d'Istanbul, pourtant prévenu dans une affaire de corruption liée aux révélations du 17 décembre, a été reconduit. De son côté, le CHP a axé toute sa campagne sur les malversations et l'illégitimité du Premier ministre. Ses dirigeants ont tenté de relayer

1. Citons pêle-mêle : Sadullah Ergin, ministre de la Justice, à Antioche ; Recep Akdağ, ancien ministre de la Santé, à Erzurum ; Zafer Çağlayan, ministre de l'Economie, à Mersin ; Fatma Sahin, ministre de la Famille et des Politiques Sociales, à Gaziantep ; Binali Yıldırım, ministre des Transports, à Izmir.

au maximum les « fuites » visant le gouvernement pour augmenter l'impact qu'ils en attendaient sur l'opinion de l'électorat. Au niveau des discours, les enjeux locaux, comme par exemple celui de la rénovation urbaine – pourtant au cœur de la contestation de Gezi –, sont restés relativement absents, même s'ils apparaissaient dans des meetings de plus petite envergure ou dans certains manifestes de campagne. Ainsi, le CHP et le HDP ont-ils promis l'arrêt des projets, ou affirmé certains principes comme l'association des habitants aux décisions qui les concernent ; mais ils sont restés dans une position défensive, et n'en ont pas fait l'axe majeur de leur campagne.

Si l'on s'en tient à une lecture globale des résultats du scrutin du 30 mars, ils ont déçu ceux qui en attendaient un changement ou un rééquilibrage des rapports de force politiques. L'AKP a été largement décrit comme le grand vainqueur de ce scrutin : avec 45,5% des suffrages exprimés[2], il est le parti le plus en recul par rapport au précédent scrutin, les législatives de 2011, où il avait obtenu presque 50% des voix. Cependant, il a très nettement dépassé son score aux précédentes élections locales, celles de 2009 (qui s'élevait à 38,8%), et presque égalé le meilleur score à des élections locales qu'il avait jamais réalisé, 47% en 2004. Le CHP remporte 28% des suffrages exprimés, contre 23% des voix aux élections locales de 2009, et 26% aux législatives de 2011. Bien que ses résultats aient largement été considérés comme un échec – car beaucoup d'observateurs en attendaient de meilleurs -, cela ne saurait faire oublier que le CHP remporte son meilleur score depuis l'arrivée de l'AKP au pouvoir il y a 12 ans, et poursuit une augmentation certes modérée, mais constante. Le second parti d'opposition, le MHP (Milliyetçi Hareket Partisi, Parti du Mouvement nationaliste), nationaliste turc, obtient 15,3% des voix. Il consolide ainsi son augmentation des dernières années, puisqu'il avait obtenu 13% aux législatives de 2011, même s'il signe un léger recul par rapport aux élections locales de 2009, où il avait obtenu 16% des voix. Enfin, le parti nationaliste kurde, BDP (Baris ve Dayanisma Partisi, Parti de la Paix et de la Solidarité), s'est présenté dans les grandes villes sous la bannière du HDP (Halkin Demokrasi Partisi, Parti de la Démocratie des Peuples) afin de pouvoir recueillir les votes de l'électorat de gauche ne soutenant pas les revendications nationalistes kurdes mais les rejoignant sur certains points (la reconnaissance des différences de tout type, une approche de gauche, etc.) et tentant d'intégrer la contestation de Gezi.

Cependant, avec 6,1% des suffrages exprimés, il n'a pas marqué de changement notable par rapport aux scrutins antérieurs, qu'ils soient législatifs ou locaux. En revanche, on note que les autre partis sont en chute très nette – c'est en particulier le cas du Saadet Partisi, Parti de la félicité islamiste (avec 2%), ainsi que d'autres partis de droite qui ont, de fait, pratiquement disparu de l'échiquier politique. Sort finalement de ce scrutin un échiquier politique stabilisé composé d'un parti de gouvernement et de trois partis d'opposition d'importance électorale inégale – cette tendance était visible dès 2011, mais se voit ici confirmée. Certains analystes du vote notent cependant, sur la base de l'analyse des sondages, une baisse de popularité électorale de l'AKP ; ils

2. *Cf.* plus bas pour l'explication des suffrages pris en compte.

en concluent que le vote potentiel pour l'AKP, après avoir considérablement augmenté notamment au détriment des petits partis, s'est tassé, mais que les principaux partis d'opposition n'en ont tiré parti qu'à la marge[3].

Cette lecture des rapports de force politiques au niveau national, qui a été celle de la plupart des observateurs, mais aussi de nombreux acteurs politiques – amène à négliger cependant les dimensions locales du scrutin. C'est à celles-ci, moins visibles et autrement complexes, que nous aimerions consacrer ce qui suit. De ce point de vue, il faut rappeler un élément important, trop souvent oublié : les élections locales en Turquie rassemblent plusieurs scrutins, ce qui en fait, même en comparaison internationale, l'un des scrutins les plus multidimensionnels. Se déroulent en même temps quatre, voire cinq scrutins, en fonction des localités. La campagne s'est largement centrée sur les maires métropolitains, figures phares de la vie politique locale, qui ont été élus dans chacune des 30 municipalités métropolitaines – rassemblant pas moins de 77% des électeurs. Mais le scrutin est loin de se résumer à cela : ont été également élus à cette occasion les maires – d'arrondissement dans les municipalités métropolitaines (il en existe ainsi 39 à Istanbul), ou de municipalités « normales » ailleurs. Ont également été élus les conseillers municipaux à ce niveau de municipalité ; ont en outre été élus les conseillers généraux de département, mais ce uniquement dans les 51 départements (sur 81) ne contenant pas de municipalités métropolitaines (voir plus bas). Enfin, ont été élus les maires de villages et de quartiers, ainsi que leurs « conseillers », ce dernier scrutin n'étant pas partisan. Se superposent donc lors de ces élections locales des scrutins aux échelles, aux enjeux et aux modalités électorales très différents : d'un côté des scrutins nominaux et majoritaires (maire métropolitain, maire d'arrondissement, maire de quartier/de village) ; et d'un autre côté, des élections de listes (conseil municipal et conseil général) qui se font à la proportionnelle, sérieusement affaiblie cependant par un système de barrage à 10%.

Pourquoi est-il important de garder à l'esprit cette superposition de scrutins ? Pour plusieurs raisons. D'une part, les électeurs ne votent pas nécessairement la même chose pour tous les niveaux. On note ainsi une certaine différenciation dans le comportement électoral entre scrutins depuis la fin des années 1980. Pour ne donner qu'un exemple pour 2014, le CHP a obtenu environ 30% des voix aux élections de maires métropolitains, contre 16% (soit pratiquement la moitié) aux élections de conseils généraux (ce qui signe un vote plus urbain que rural pour le CHP)… De même, la question du vote utile, matérialisée en mars 2014 par la campagne d'appel au vote utile « bas geç tatava yapma »[4] pour élire le candidat le plus fort se pose différemment, et prend son sens principalement pour les scrutins majoritaires, en particulier l'élection des maires. Certains partis mettent d'ailleurs en œuvre des straté-

3. Tel cet institut de sondage qu'on peut considérer parmi les plus sérieux : KONDA, *30 Mart 2014 Yerel Seçimler Sonrasi Sandik ve Seçmen Analizi*, 16 avril 2014, http://www.konda.com.tr/tr/raporlar/KONDA_30Mart2014_YerelSecimAnalizi.pdf.

4. *Cf.* Isabelle Gilles, « Appel au vote utile à la veille du scrutin "Votez et basta. Vous nous prenez pour les *akbil* ou quoi ?" », blog de l'OVIPOT, 27 mars 2014, http://ovipot.hypotheses.org/10025

gies différenciées pour chaque niveau. Ainsi, l'ÖDP (Özgürlük ve Dayanisma Partisi, Parti de la Liberté et de la Solidarité), petit parti de gauche, a décidé de ne pas présenter de candidat aux mandats de maires, mais de concentrer ses énergies sur les scrutins de liste. La conséquence de ce qui précède est la suivante : l'élection des maires est très personnalisée autour des candidats – nous y reviendrons. Bien qu'il s'agisse du scrutin le plus visible et le plus médiatisé, ce n'est pas, loin s'en faut, celui qui reflète le plus fidèlement l'opinion politique des citoyens. Celle-ci se reflète beaucoup plus fidèlement dans les scrutins de liste pour l'élection des conseils – municipaux ou plutôt généraux, car le vote pour le conseil municipal est parfois fonction du vote pour le poste de maire. Il est donc important de préciser que les pourcentages indiqués ici et désormais acceptés comme étant ceux de référence correspondent aux scrutins suivants : l'élection des maires métropolitains dans les 30 départements contenant une municipalité métropolitaine, et des conseillers généraux dans les 51 autres départements – ce qui peut sembler une aberration, tant ces scrutins sont différents et, on l'a vu plus haut, les résultats différents.

Précisons également, pour cadrer l'interprétation des résultats, que les réformes administratives récentes limitent la portée des analyses longitudinales. En effet, jusqu'à ce scrutin, les résultats aux élections locales étaient donnés par rapport à l'élection des conseillers généraux dans toutes les circonscriptions. Or, une loi de décembre 2012 a supprimé les conseils généraux dans les départements renfermant une municipalité métropolitaine, puisqu'elle élargissait le territoire de compétence des municipalités métropolitaines à l'ensemble du département[5], absorbant des territoires ruraux et faiblement peuplés. 77% des électeurs dépendent désormais d'une municipalité métropolitaine. Cette même loi créait également 14 nouvelles municipalités métropolitaines qui se sont ajoutées aux 16 existantes. Ainsi, on a d'une part 30 départements métropolisés, qui sont les plus urbanisés ; de l'autre, 51 départements « normaux », mais qui ne représentent que 23% des électeurs. Les opposants considèrent que cette loi viserait à faire disparaître nombre de municipalités d'opposition et à modifier la carte électorale au profit de l'AKP en prévision des élections locales de mars 2014. En effet, dans les départements métropolisés (nouveaux et anciens), le vote des électeurs sociologiquement ruraux peut faire basculer les équilibres politiques pour l'élection des maires métropolitains. Effectivement, dans de nombreuses circonscriptions, l'AKP est mieux implanté dans les zones rurales que dans les zones urbaines, et cette réforme a pu l'aider à augmenter son score. Parmi les départements dans lesquels l'AKP pouvait compter sur un renfort du vote rural, mentionnons d'une part des villes que détenait déjà l'AKP mais qui ont été confortées, comme Denizli ; d'autre part des villes dans lesquelles le renfort de voix rurales a certes renforcé l'AKP, mais sans suffire à les faire basculer (İzmir, Mugla, Tekirdag ou Aydin qui restent malgré la réforme des bastions du CHP ; Adana et Manisa, toujours détenues par le MHP, bénéficiant lui aussi d'un important électorat rural) et celles qui ont basculé à l'AKP (Antalya, arrachée en 2014 au CHP ; Balıkesir, gagné en 2014 sur le MHP).

5. C'était déjà le cas pour Istanbul et Kocaeli.

À l'inverse, dans d'autres villes comme Mardin dans le sud, cette réforme semble avoir joué contre l'AKP. Mardin a en effet été perdue par l'AKP et remportée par le candidat Ahmet Türk, concourant comme indépendant pour des raisons judiciaires, mais ancien dirigeant du parti nationaliste kurde, notamment avec le soutien des électeurs ruraux et des bourgs.

Ce rapide tour d'horizon des changements d'équilibres politiques dans différents départements métropolisés laisse entrevoir une dimension importante de ces élections, souvent négligée : les rapports de force sont localisés. L'offre politique est relativement unifiée sur l'ensemble du territoire ; les mêmes partis se présentent, à peu de choses près, ici et là. En outre, les coalitions locales ont été très rares (avec l'exception d'une large coalition anti-AKP à Bitlis, département de l'Est). Sans coalition ouverte cependant, on a vu des stratégies implicites de certains partis visant à obtenir des soutiens plus larges. C'est le cas en particulier du CHP, qui a globalement confirmé les maires sortants, mais a également mis en place des stratégies d'ouverture sur d'autres milieux que les soutiens traditionnels du CHP, par exemple en nommant des candidats plus marqués à droite, voire avec des antécédents religieux, pour séduire un électorat pieux et traditionnel. Le maire sortant d'Antakya, Lütfü Savaş, ancien membre AKP, à qui le parti a préféré un ministre comme candidat, a rejoint le CHP, qui l'a investi pour la candidature à la mairie d'Antakya - qu'il a gagnée de justesse. À Ankara, le CHP a investi à la candidature Mansur Yavaş, qui avait été durant dix ans maire d'un arrondissement d'Ankara, puis député du MHP ; l'idée étant de rassembler électeurs du CHP et du MHP derrière un candidat unique pour faire front contre Melih Gökçek, le maire AKP sortant. À Istanbul, le parti a investi Mustafa Sarigül, lui aussi ancien maire d'arrondissement dissident du CHP, mais ayant frayé dans le passé avec des partis de droite et largement considéré comme affairiste. Ces candidats « d'ouverture » ont été très contestés au sein d'un parti déjà divisé entre souverainistes et sociaux-démocrates. En raison de ces conflits, le processus de désignation des candidats du CHP – dans lequel se jouaient également des enjeux internes au parti – a duré très longtemps, produit de nombreux mécontents, et nui à la campagne.

Ainsi, la compétition électorale a été de fait très localisée et s'est jouée différemment selon les régions et les départements ; comme d'ailleurs lors des élections locales précédentes, l'AKP – qui est un protagoniste central partout, avait pour principal adversaire le BDP/HDP dans le sud-est du pays, le MHP en Anatolie centrale et de l'ouest, et le CHP dans l'ouest, dans les zones littorales et les métropoles. La néo-confrérie de Fethullah Gülen, dont on s'est beaucoup interrogé sur la puissance électorale, s'est avérée très discrète durant la campagne. Le mot d'ordre aurait été de faire battre l'AKP par tous les moyens et de soutenir, dans chaque ville, le candidat le mieux placé pour y parvenir. Selon les endroits, on estime donc que les adeptes du mouvement auraient soutenu plutôt le MHP (comme à Erzurum, Kayseri, ou dans l'Ouest du pays), plutôt le CHP (comme à Istanbul ou Ankara), voire le SP. Mais les résultats ne donnent pas à voir d'influence électorale identifiable du mouvement.

Quoi qu'il en soit, l'AKP apparaît comme le seul parti présent de manière à peu près équilibrée partout sur le territoire, dans les zones très peuplées et métropolitaines comme dans les zones peu peuplées – même s'il reste proportionnellement plus fort dans les zones moins développées. Les autres partis, à l'inverse, montrent des implantations territoriales et sociales très inégales. Ainsi, le CHP recueille ses meilleurs scores dans les grandes villes, mais aussi dans les zones côtières, et les zones développées. À l'inverse, il reste très peu présent dans plusieurs endroits du pays, notamment le sud-est, mais aussi certaines zones d'Anatolie centrale. Lors des élections locales de 2014, le CHP consolide ses implantations territoriales, mais ne les élargit pas. Quant au MHP, il est assez présent partout, mais figure rarement en première position. Il recueille ses meilleurs scores en Anatolie centrale et dans les zones méditerranéenne et égéenne, et ses moins bons à Istanbul et le sud-est du pays. Qu'en est-il des régions à majorité kurde, dans l'est et le sud-est du pays ? Le processus de résolution en cours et soutenu à la fois par l'AKP au gouvernement et le BDP nationaliste kurde ne laissait pas présager de grands bouleversements. Cependant, le face-à-face entre l'AKP et le BDP y a été très serré, et s'est soldé par la conquête par le BDP de nouvelles mairies par rapport à 2009 (Agri, Bitlis et Mardin principalement).

Pour poursuivre cette réflexion sur les implantations locales, un changement d'échelle – par exemple la descente au niveau des arrondissements au détriment du niveau le plus observé, celui des départements/municipalités, nous offre un tableau différent et beaucoup plus nuancé. Toujours sur le sud-est, on constate alors que de nombreuses mairies de sous-préfectures ont été conquises par le BDP, au détriment de l'AKP et du SP. On observe également que le BDP remporte pour la première fois certaines mairies d'arrondissement (telles Halfeti et Bozova dans le département d'Urfa, Karaçoban, Karayazı, Hınıs et Tekman dans celui d'Erzurum). D'une manière plus générale, dans l'ensemble du pays, un examen des résultats par arrondissement montre que le constat de victoire de l'AKP demande à être nuancé, car on observe un effritement de la préséance de l'AKP dans de nombreuses localités.

Pour finir sur ce tour d'horizon, revenons sur deux dimensions du vote qui ont caractérisé ce scrutin. D'une part, en raison de l'agenda politique chargé et d'une polarisation politique croissante, une atmosphère de grande tension et de mobilisation électorale exceptionnelle s'est fait sentir. Même si peu de troubles majeurs ont eu lieu, des violences et attaques de locaux électoraux (du HDP et de l'AKP principalement) ont cependant émaillé la campagne dans divers endroits du pays. Cette mobilisation exceptionnelle s'est nettement reflétée dans la participation. La participation aux élections locales est traditionnellement moins importante qu'aux législatives, même depuis 1984, année depuis laquelle la participation est obligatoire. Or, le scrutin de 2014 a vu avec 89,4% la plus importante participation électorale jamais observée en Turquie (dépassant également les scrutins législatifs), dans un pays qui se situe déjà dans la fourchette très haute de la participation électorale au niveau international. On peut y lire une mobilisation des électeurs exceptionnelle, liée aux enjeux associés à ce scrutin.

D'autre part, ce scrutin, dans diverses localités, s'est caractérisé par de forts soupçons de fraude, attribués principalement à l'AKP. Les irrégularités électorales ne sont pas une nouveauté. Ainsi, lors du précédent scrutin local en 2009, des coupures d'électricité étaient intervenues lors de la saisie informatique des résultats, dans plusieurs villes. Ce qui a changé en 2014, c'est que les partis d'opposition, soupçonnant l'AKP d'avoir infiltré l'appareil d'État et de mettre à profit les moyens publics pour la cause partisane, ont anticipé et tenté de prévenir d'éventuelles fraudes, relayés en cela par la presse d'opposition. Les partis d'opposition ont renforcé et systématisé leurs dispositifs de contrôle du vote (scrutateurs etc.) ; ils ont pu compter sur de nombreux membres et sympathisants motivés. Ils ont également mobilisé des centaines d'avocats, se préparant à des recours. Mais ce scrutin a marqué le dépassement de ces dispositifs traditionnels de contrôle du vote : ainsi, le CHP a mis en place un site sur lequel tout un chacun peut s'inscrire puis photographier les résultats de chaque bureau de vote pour les confronter avec les résultats officiels. Parallèlement, on a vu émerger des initiatives citoyennes, non partisanes, qui appellent les citoyens à observer le vote (comme celle nommée « oy ve ötesi ») voire à confronter les résultats officiels avec les résultats issus de chaque urne (comme l'initiative 140 journos[6]). Avec une vigueur sans précédent, les partis d'opposition – CHP en tête - ont fait de la fraude électorale une cause et un problème public. Ils ont engagé de très nombreux recours, au point que dans d'assez nombreuses localités, le décompte des voix a du être recommencé, ce qui a finalement donné la victoire à l'opposition, comme par exemple au CHP à Yalova, à quelques voix près. L'emblème de cette lutte post-électorale est la municipalité métropolitaine d'Ankara, où les résultats étaient très serrés entre le candidat du CHP, soutenu par le MHP, et celui de l'AKP, sorti vainqueur de justesse, y compris après les recours en justice. S'il reste difficile d'évaluer l'ampleur d'éventuelles fraudes électorales, on peut affirmer qu'elles n'auront sans doute pas pu modifier en profondeur les résultats du scrutin, mais qu'elles ont contribué à semer le doute, pour un certain nombre de citoyens, sur la transparence du processus ; cette question, mobilisée par l'opposition, est susceptible de continuer à figurer à l'ordre du jour.

Au final, le scrutin local du 30 mars 2014 a largement été lu comme une victoire dans les urnes de l'AKP, par rapport à la contestation de Gezi, aux soupçons de corruption, et à la rupture avec le mouvement guleniste. Pourtant, cette lecture très globale sur des enjeux nationaux masque des tendances politiques importantes : d'une part, la consolidation d'un échiquier partisan stabilisé ; d'autre part, une mobilisation électorale sans précédent ; enfin, au niveau local, un effritement modeste, mais réel, de l'AKP, et ce dans des configurations très différentes, même si aucun parti de l'opposition n'en sort véritablement renforcé.

6. *Cf.* Ariane Bonzon, « L'opposition citoyenne de geeks : et si c'était ça le (nouveau) modèle turc ? », *Slate.fr*, 31 mai 2014, URL : http://www.slate.fr/story/87347/turquie-opposition-geek